

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED  
**WT/TPR/W/26**  
13 juillet 2000

(00-2872)

---

**Organe d'examen des politiques commerciales**  
**3 et 5 juillet 2000**

## MÉCANISME D'EXAMEN DES POLITIQUES COMMERCIALES

### POLOGNE

#### Compte rendu de la réunion

*Président: S.E. M. Iftekhar Ahmed Chowdhury*

"Autres questions"

### PROJET

À la réunion de l'OEPC consacrée à l'examen de la Pologne, le représentant du Canada a proposé, au titre des "Autres questions", que la réunion consacrée à l'examen de la politique commerciale du Canada soit retransmise en direct sur Internet (voir ci-joint une copie de la proposition).

Rappelant la participation active de l'UE au renforcement de la transparence au sein de l'OMC, le représentant de la Commission européenne a souscrit à cette proposition. L'UE l'étudiera avec beaucoup d'attention.

Le représentant de la Norvège a indiqué que son pays appuyait cette proposition.

Le représentant de l'Inde a dit qu'il lui faudrait demander des instructions à son gouvernement. Il a ajouté que le problème de la transparence externe de l'OMC devait être examiné en tant que question intersectorielle.

Le représentant des États-Unis a dit que sa délégation étudierait très soigneusement cette proposition et a rappelé que son pays avait toujours été très favorable à un renforcement de la transparence dans les travaux de l'OMC.

La représentante de Hong Kong, Chine a indiqué que cette proposition serait soigneusement examinée dans sa capitale. Elle a souligné que la question de la transparence était une question intersectorielle devant être abordée avec beaucoup de précaution. Elle pensait que le Conseil général serait mieux placé pour examiner la question de la transparence externe dans son ensemble.

Le représentant du Mexique a indiqué que son pays examinerait la proposition sur la base de ses droits et obligations existants dans le cadre de l'OMC. Toute décision formelle de l'OEPC devait être prise conformément aux procédures établies.

Le Président a fait observer que le Canada avait communiqué sa proposition aux membres de l'OEPC pour qu'ils l'examinent et y réfléchissent. Il estimait que des consultations seraient nécessaires lorsque les membres auraient eu le temps de l'analyser.

5 juillet 2000

**PROPOSITION DU CANADA CONCERNANT LA RETRANSMISSION  
EN DIRECT SUR INTERNET DE L'EXAMEN DE 2000  
DE SA POLITIQUE COMMERCIALE**

**Points de discussion**

- Aujourd'hui, le Canada souhaite présenter aux membres, pour examen, une idée concernant la transparence au sein de l'OMC et l'amélioration de l'image de l'Organisation, ce à quoi nous sommes tous attachés.
- Les membres se rappelleront qu'à la réunion tenue par le Conseil général en mars de cette année, le Canada avait présenté un document informel intitulé *OMC et transparence*. Dans ce document, nous proposons que les Membres envisagent d'ouvrir les examens de politique commerciale à des observateurs représentant le grand public, soit de manière systématique, soit à l'initiative du Membre soumis à examen. D'autres Membres ont fait des propositions semblables.
- Le Canada reconnaît que l'idée d'ouvrir les examens de politique commerciale pose un certain nombre de problèmes. Certains Membres peuvent souhaiter ouvrir leur examen, d'autres pas; il se pose aussi la question de la préservation de la nature intergouvernementale fondamentale de l'Organe d'examen des politiques commerciales et de l'OMC en général.
- En conséquence, il est nécessaire de trouver une approche qui permettra de tenir pleinement compte de ces différentes questions et qui n'aura pas d'incidence sur les droits et obligations des Membres.
- Le Canada s'est penché sur ces questions et souhaiterait proposer une mesure modeste qui, à son avis, donnerait un nouvel élan à l'examen de sa propre politique commerciale et serait perçue de façon très positive par l'ensemble du grand public, à savoir la retransmission en direct sur Internet dudit examen, sous réserve de l'approbation de l'OEPC.
- Les membres se rappelleront que l'OMC a déjà retransmis des réunions sur Internet, y compris les séances plénières des Conférences ministérielles de Genève et de Seattle, de même que les réunions de haut niveau sur le commerce et l'environnement, ainsi que sur le commerce et le développement.
- Permettez-moi de vous exposer brièvement la raison d'être de cette proposition, et de vous donner quelques précisions supplémentaires.

**La situation actuelle**

- Seuls les gouvernements Membres de l'OMC participent aux examens de politique commerciale. Toutefois, les observateurs auprès du Conseil général sont autorisés à assister aux réunions de l'OEPC. Il s'agit du FMI, de la Banque mondiale, de l'OCDE, de la CNUCED, de la FAO, du Secrétariat de l'AELE, ainsi que de plus de 30 pays non Membres.
- Avant l'examen, le rapport du Secrétariat et le rapport du gouvernement (la déclaration de politique générale) sont distribués aux Membres et à ces observateurs en tant que documents à distribution restreinte. Bien que la participation aux réunions elles-mêmes soit limitée, les

examens de politique commerciale reçoivent un large écho et les rapports sont publiés. Cela se fait par le biais de la conférence de presse que donne le Président et, occasionnellement, le Membre soumis à examen. Il y a aussi des communiqués de presse, et les remarques finales du Président, les observations récapitulatives du Secrétariat, un résumé du rapport du gouvernement et le compte rendu de la réunion peuvent être consultés sur le site Web de l'OMC.

- Enfin, le compte rendu de la réunion, le rapport du Secrétariat et le rapport du gouvernement sont publiés quelques semaines après l'examen et constituent l'ensemble de l'examen de la politique commerciale du Membre. Le fait de mettre ces renseignements à la disposition du grand public permet à ce dernier de mieux comprendre le processus d'examen par les pairs effectué dans le cadre de l'OMC et les régimes de politique commerciale des Membres.
- L'idée du Canada de retransmettre les examens de politique commerciale en direct sur Internet ne modifierait pas ce processus. À terme, le contenu de ces examens est rendu public dans sa totalité; notre proposition permettrait simplement au grand public d'avoir accès à ces renseignements plus tôt.

**Proposition du Canada: retransmission en direct sur Internet de l'examen de 2000 consacré au Canada**

- Comme les membres le savent, la retransmission sur Internet ressemble à la retransmission télévisuelle. Des caméras filmeraient la réunion et la retransmettraient sur Internet pour permettre aux personnes intéressées de suivre l'examen de la politique commerciale du Canada sur leur écran d'ordinateur.
- Nous pensons que la retransmission de l'examen de la politique commerciale du Canada permettrait de renforcer la transparence au sein de l'OMC et de donner une image positive de l'Organisation. Cela permettrait également de donner un nouvel élan au processus d'examen des politiques commerciales lui-même.
- La retransmission sur Internet permettrait de faire mieux connaître, comprendre et apprécier par le grand public un exercice qui rend transparents les régimes de politique commerciale des Membres de l'OMC. En fait, nous améliorerions le rôle que l'examen des politiques commerciales est censé jouer.
- En même temps, la retransmission sur Internet préserverait la nature intergouvernementale du mécanisme d'examen par les pairs. Les parties prenantes, les médias et le grand public seraient en mesure de suivre les travaux sur un écran d'ordinateur, chez eux ou au bureau, où qu'ils soient dans le monde, mais ne pourraient pas intervenir ni poser de questions.
- Le Canada est disposé à assumer les coûts de la retransmission de son examen sur Internet (enregistrement du son et de l'image, et télédiffusion), compte tenu du fait que cette dépense n'était pas prévue dans le budget actuel de l'OMC.
- Le Canada estime que la retransmission de l'examen de sa politique commerciale serait une façon efficace, axée sur les résultats, d'utiliser la technologie Internet dont nous disposons maintenant.
- Fondamentalement, l'examen consacré au Canada se déroulerait normalement, mais les travaux eux-mêmes seraient retransmis en temps réel sur Internet. Au lieu d'attendre le rapport imprimé qui est publié ultérieurement pour prendre connaissance des travaux, les observateurs auraient accès aux renseignements alors même qu'ils sont examinés.

- C'est là la seule différence, et bien qu'elle porte uniquement sur une question de temps et non sur le fond, elle donnerait une bonne image de notre institution, améliorerait le débat et serait perçue comme un exemple novateur de la volonté de l'OMC de partager ses travaux et leurs résultats avec le grand public.
  - Nous voulons également dire clairement que la proposition que nous présentons aujourd'hui concerne uniquement l'examen de la politique commerciale du Canada qui aura lieu en décembre. Cette proposition ne devrait pas être considérée comme créant un quelconque précédent ou l'obligation juridique pour d'autres Membres de retransmettre sur Internet l'examen de leur politique commerciale, ou d'ailleurs de retransmettre toute autre réunion de l'OMC. Notre proposition concerne uniquement l'examen de la politique commerciale du Canada.
  - Aujourd'hui, nous demandons aux membres d'examiner cette proposition; nous serons heureux de répondre à toutes questions ou de donner d'autres précisions soit au cours de la présente réunion, soit ultérieurement.
  - Nous souhaiterions donc revenir sur cette question à l'occasion d'une réunion ultérieure de l'OEPC afin de lui demander son approbation pour la retransmission en direct sur Internet de l'examen du Canada prévu en décembre.
-